

LE PÉTROLE N'A PAS D'ODEUR

L'ascension et la chute de Mikhail Khodorkovski



Le traitement médiatique occidental de l'affaire Khodorkovski illustre le « deux poids, deux mesures » que la presse atlantiste applique systématiquement à la Russie. Des hommes d'affaires ayant eu recours aux mêmes pratiques ont été lourdement condamnés en Europe et aux États-Unis, mais vu de Londres et de Washington, Mikhail Khodorkovski était un partenaire si utile qu'il doit être défendu à tout prix.

page 2

Le prétexte terroriste

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Largement crédibilisée par la presse, la prétendue menace terroriste permet d'installer des législations liberticides et de renforcer les structures de contrôle de la population partout dans le monde. Louis René Beres recommande au gouvernement Sharon de multiplier les assassinats de « terroristes » et même de promouvoir les responsables des exécutions. Bref, de fonder le fonctionnement de l'État sur le meurtre.

page 10

REPÈRE : 3 JUIN -350

Agnodice, première femme médecin et gynécologue

Issue de la haute société athénienne, jeune fille brillante, Agnodice est frustrée par l'interdiction faite aux femmes d'étudier. Encouragée par son père, elle se coupe alors les cheveux et s'habille en homme afin de pouvoir suivre les cours, notamment auprès du célèbre médecin Hérophile. En 350 avant notre ère, le 3 juin, elle obtient la première place à l'examen de médecine et devient gynécologue, toujours sans révéler sa véritable identité. Bientôt les malades affluent vers sa pratique et les autres médecins, jaloux de son succès, répandent le bruit qu'elle profiterait de son métier pour séduire et corrompre les femmes mariées. Accusée de viol sur des patientes, Agnodice est obligée de se révéler et risque la condamnation à mort pour avoir exercé en tant que femme. Devant le temple, la foule des ses patients manifeste en déclarant que si Agnodice est exécutée, elle ira à la mort avec elle. Sous la pression de la foule, les magistrats acquittent Agnodice et lui permettent de continuer à exercer la médecine. L'année suivante le conseil Athénien modifiera la loi et autorisera les femmes à étudier la médecine. ■



LES TRAVAILLEURS IRAKIENS S'OPPOSENT AU VOL DU PÉTROLE NATIONAL

Les attaques de la résistance contre les oléoducs ont rendu impossible l'exploitation des zones pétrolières du Nord de l'Irak. Pour garantir le retour sur investissement de la guerre, la Coalition intensifie donc l'exploitation du Sud. Officiellement, les bénéfices reviennent à l'État irakien. Mais officieusement, l'essentiel de la production n'est pas comptabilisée. Elle est volée à son profit par la Coalition qui n'hésite pas à proposer des discounts faramineux pour trouver des complices capables d'écouler ces « cargaisons fantômes » sur le marché international.

Pour faciliter ce pillage, les autorités ont annoncé la privatisation du secteur. Mais les travailleurs irakiens, réunis au sein de syndicats clandestins, dont les 23 000 membres de l'Union générale des employés du pétrole, s'y opposent et préparent de grandes grèves. Rappelons que Paul L. Bremer III, le libérateur de l'Irak, a interdit les libertés syndicales et prolongé la centrale unique saddamiste, la Fédération irakienne des syndicats. ■

Le pétrole n'a pas d'odeur

L'ascension et la chute de Mikhail Khodorkovski

Le traitement médiatique occidental de l'affaire Khodorkovski illustre le « deux poids, deux mesures » que la presse atlantiste applique systématiquement à la Russie. Des hommes d'affaires ayant eu recours aux mêmes pratiques ont été lourdement condamnés en Europe et aux États-Unis, mais vu de Londres et de Washington, Mikhail Khodorkovski était un partenaire si utile qu'il doit être défendu à tout prix.



Mikhail Khodorkovski faisant la couverture du magazine Stalitsa en 1992

Le possible éclatement de la Fédération de Russie fait rêver les États-Unis depuis la dissolution de l'URSS. Ainsi pourrait disparaître leur seul compétiteur sérieux. Dans cette perspective, ils ont su saisir l'opportunité que représentaient de jeunes loups avides de pouvoir. Dans l'ombre de Boris Eltsine, et avec la

bénédition de Washington, de Londres et de Tel Aviv, 22 ambitieux se sont partagés les principales richesses du pays. Le plus riche de ces « oligarques », Mikhail Khodorkovski, est vite devenu leur allié dans cette entreprise de déstabilisation. L'histoire de sa compagnie, ce monstre pétrolier appelé Yukos, revêt des aspects géopolitiques, économiques, socio-psychologiques et politiques.

Il a eu la réputation d'être l'oligarque aux méthodes les plus sales de Russie. Ses appuis et ses gigantesques campagnes de propagande lui ont permis de se forger une image de golden-boy des plus respectables. Mais ni lui, ni ses pairs n'ont créé de richesses, ils ont uniquement fait sortir du pays tout ce qui pouvait l'être pour le plus grand plaisir de Wall Street et de la City. Aucun de ces oligarques n'a fait de découverte scientifique ou technique. Sans forcément violer la loi, ils se sont servi de toute les brèches pour parvenir à leurs fins. Mikhail Khodorkovski a voulu aller plus loin encore et prendre le contrôle politique du pays.

Mikhail Borissovitich Khodorkovski est né en 1963 et a grandi à Moscou. Sa mère était ingénieur à l'usine « Calibre » et son père technicien en chef dans la même entreprise.



Mikhail Khodorkovski
étudiant

Il a mené de paire ses études de chimie et l'ascension des différents échelons des jeunesses communistes [1]. C'est d'ailleurs grâce à ses fonctions de cadre de cette organisation qu'il a créé sa première société, à l'époque une coopérative, appelée MENATEP [2]. Ce sont les décrets Gorbatchev sur l'autonomie de gestion des entreprises en 1987-88 qui lui permettent d'ouvrir d'abord un café qui va se transformer en structure commerciale [3]. Il bénéficie des encouragements de la nomenklatura qui devait légaliser l'argent du marché noir. Dans une interview au journaliste états-unien Paul Klebnikov [4], Khodorkovski déclarait qu'en 1988 il avait déjà gagné 130 millions de dollars en commercialisant divers produits comme des ordinateurs, du cognac ou des jeans délavés.

Menatep, en tant que banque, a été enregistrée en 1990, la structure s'est rapidement développée. Elevé au biberon marxiste-léniniste, Khodorkovski excelle dans l'art de convaincre les investisseurs et les fonctionnaires grâce à des business-plans prometteurs. Menatep-Impex fut chargée des transactions pétrole/sucre entre la Russie et Cuba. La banque a aussi hébergé les fonds destinés à la liquidation de l'accident de Tchernobyl. Le groupe fait fortune en

gérant les comptes des plus grandes entreprises d'exportation russes, qui pour la plupart appartenaient encore à l'État. En 1992, il réussit à utiliser les fonds de ces sociétés pour les acheter à bas prix lors de leurs privatisations !

C'est grâce à ses liens avec l'État et les gestionnaires du budget, dont beaucoup seront condamnés pour détournement de fonds, que le magnat a pu agir aussi aisément. Il est entré rapidement dans le cercle des proches de Eltsine et il a participé à de nombreux voyages officiels à l'étranger [5]. Le sommet de cette nouvelle politique d'expansion fut l'acquisition en 1995 de la compagnie pétrolière Yukos. C'est cette année-là qu'une poignée de grands financiers, choisis par les Anglo-Américains, se sont partagés les ressources du pays grâce aux prêts contre actions proposés par Vladimir Potanine au gouvernement de Viktor Tchernomyrdine. Les oligarques réunis ont prêté près de 2 milliards de dollars au gouvernement en échange d'actions dans les plus grandes entreprises du pays, après en avoir fixé eux-mêmes la valeur. C'est l'entourage de Boris Eltsine qui a mis en place ce contrat de dupes en échange de son maintien au pouvoir. Un pouvoir qu'il avait acquis lors du putsch de 1991 et qui lui avait permis de mettre en œuvre le pillage de la Russie où plutôt de la livrer aux prédateurs, car lui-même n'en tira pas de bénéfices directs. Lors d'enchères truquées qui ont duré à peine 2 minutes [6], Khodorkovski reçoit donc 78 % de Yukos, la 2ème compagnie pétrolière de Russie et la 4ème mondiale, pour une fraction de sa valeur réelle, 350 millions de dollars, alors qu'elle a été estimée à 40 milliards au plus haut de son histoire. À partir de ce moment-là, le nouvel empereur du pétrole va chapeauter une myriade de sociétés formellement indépendantes à l'aide de prête-noms. La subtilité du montage lui permet aujourd'hui de réfuter tout lien avec ces personnes. Le juge l'accuse d'association de malfaiteurs. Certains de ses hommes de paille détenaient jusqu'à 30 sociétés, d'autres étaient en réalité intellectuellement incapables d'exercer de telles fonctions [7].

Dès qu'il est devenu le nouveau propriétaire de la compagnie, Khodorkovski a mené d'une main de fer la réorganisation de la production. Aux ouvriers qui se plaignaient de leurs bas salaires et des mauvaises conditions de travail, il déclarait : *« Si ça ne vous convient pas, je fais venir des Chinois et vous n'avez qu'à aller voir ailleurs ! »*. Les travailleurs se sont tu à l'époque, ils n'avaient pas le choix, mais ils s'en sont souvenus. Les salaires étaient souvent versés en nature, la compagnie se plaignait de ne jamais avoir de liquidités, son seul moyen de perdurer était de baisser les salaires. Vladimir Tatarine [8] se souvient que sur de nombreux sites, les ouvriers avaient mangé tous les chiens. Simultanément, le géant bradait son pétrole à l'Amoco Eurasia Petroleum Company, principalement dans la région de Nefteyougansk d'où provenait l'essentiel de son brut. Amoco préparait d'énormes projets dans la région.

Rappelons qu'à travers la banque Menatep, Khodorkovski n'a pas réellement acheté la majorité des parts de Yukos, il s'agit d'une promesse d'investissement. Le spéculateur avait acheté à titre personnel un bien avec l'argent de l'État et le faisait fructifier sans se préoccuper des aspects sociaux de son exploitation. Il s'est bien sûr efforcé d'« anticiper » les décisions gouvernementales et de corrompre les politiques pour devenir petit à petit le maître du pays. Il a déclaré un jour : *« Le chaos contrôlé, c'est le meilleur moyen de gagner beaucoup d'argent »*. Yukos a conservé un tiers de son personnel et 95 % des actifs. Le

nouveau dirigeant avait trois tâches principales : empêcher les vols et les détournements, réduire la masse salariale et minimiser l'impôt. La pieuvre Yukos ponctionnait l'État sur ses bénéficiaires et sur ses dépenses. Ce sont ces pratiques qui ont entraîné la crise de 1998 et la cessation de paiement qu'a connu l'État. Les capitaines d'industrie avaient intérêt à une chute du rouble pour stimuler leurs



exportations. Khodorkovski avait mis en place dans des zones off-shore des sociétés spéculatives servant d'intermédiaires pour acheter du pétrole et d'autres matières premières à bas prix chez eux et les revendre sur le marché international avec des marges de 100 % et plus. Une fois ces profits blanchis en Occident, l'oligarque a pu s'offrir une virginité à coup de millions de dollars en communication.

La presse française a relaté les déboires de l'une des gestionnaires de ses comptes off-shore, Elena Collonges-Popova. Elle a exercé cette activité jusqu'à ce que les services fiscaux français l'arrêtent en 1998 [9]. Elle avait rencontré le directeur financier de Yukos à Saint-Tropez en 1995. Son travail consistait à jongler entre différents comptes bancaires, de la Suisse aux Antilles. Elle atteste des nombreuses manipulations mises en place dans cette fuite des capitaux. Elle affirme que la compagnie a été littéralement siphonnée par dispersion de ses actions dans des paradis fiscaux. Les trois mètres cubes de documents qu'elle a conservés sont entre les mains des autorités françaises, qui en ont transmis une partie au parquet russe.

Juste avant le krach, Yukos s'appropriait à s'emparer d'actions de la dernière compagnie nationale, Sibneft, pour deux milliards de dollars. Après la vague révolutionnaire de 1991 et la haine désormais affichée pour le KGB et le PCUS, le thermidor a eu lieu et quelques dizaines d'oligarques patronnés par un super-oligarque contrôlent le pays. Les ouvriers du pétrole, affamés, ont revendu depuis longtemps les actions généreusement distribuées au début des privatisations ; on sait maintenant qui les a récupérées. Le statut des travailleurs du secteur n'a pas changé depuis l'URSS, simplement ils ne sont plus protégés par l'État ou le syndicat. Pour Alexandre Trifonov, Khodorkovski avait transformé les lieux de production sibériens en un nouveau Goulag [10].

De nombreuses factions de la Douma étaient sous contrôle de Yukos et des gens influents étaient en poste dans les ministères. Le parti communiste, l'Union des Forces de Droite (SPS), Iabloko et « Unité » étaient directement financés par lui. Ainsi, Yukos avait conclu un accord stratégique sur cinq ans avec le parti communiste pour environ 70 millions de dollars. Cette méthode lui permettait de bloquer n'importe quelle décision au parlement. Certains en Occident se demandaient pourquoi le gouvernement misait sur Yukos, en fait Yukos était le gouvernement. En Russie, de nombreux observateurs se disaient déjà qu'étant arrivé aussi haut, la chute ne pouvait être que douloureuse pour lui.

Les événements changèrent de cours, lorsqu'en 2003 Khodorkovski décida de se retirer des affaires en 2007, pour se présenter à l'élection présidentielle. Il

essayait déjà de dicter ses vues au gouvernement concernant la guerre en Irak à laquelle il était favorable, comme en économie ou en politique intérieure. Le *Spiegel* constatait à l'époque que le magnat était plus puissant que le président. Il avait d'ailleurs mis au point un plan pour prendre sa place. À cette même époque, Khodorkovski était sur le point de vendre la moitié de Yukos à Exxon Mobil [11]. Il entendait aussi construire un réseau privé d'oléoducs assurant sa totale indépendance. Les liens entre Yukos et le monde de la finance et du renseignement anglo-saxon étaient déjà bien établis, les États-Uniens avaient compris que tant que le gouvernement contrôle les tuyaux, il est le seul à décider de la quantité de brut qu'il veut mettre sur le marché. Charles Ryan, le leader du United Financial Group, et d'autres investisseurs appelaient de tout cœur à une « Yukosization » de la Russie, en fait à une destruction de l'État, seul obstacle sur le chemin des vastes richesses russes.

Khodorkovski ne se serait pas contenté de s'enrichir et de donner libre cours à ses ambitions personnelles. En lien avec Henry Kissinger et George Soros, il aurait trahi son pays et aurait préparé un renversement de Vladimir V. Poutine après avoir soudoyé des cadres de l'armée, la décision de son arrestation aurait été prise in extremis pour empêcher un coup d'État [12]. Une version qui, si elle devait être vérifiée, expliquerait les moyens militaires employés lors de son arrestation.

Khodorkovski a utilisé les paradis fiscaux tout au long de son ascension. Sur son site [13], M. Konanykhin raconte qu'il a créé avec lui la première banque Internet au début des années 90 à Antigua. Elle disparaîtra en 98 quand l'Office national de contrôle des drogues et du blanchiment de l'île lança une alerte sur l'établissement [14]. La CIA suit alors de près les activités des deux hommes qui commencent à développer la filiale états-unienne de Menatep. La centrale de Langley était très intéressée par ces milliards venus de l'Est et Khodorkovski était un maillon-clé du dispositif visant à mettre à genoux le géant russe et à lui faire mordre la poussière. C'est grâce à un travail de fond de l'agence que le nouvel empereur slave, devenu membre du Carlyle group [15], se préparait à mettre une bonne partie des ressources pétrolières russes entre les mains des États-Unis, avec en ligne de mire la présidence. Les grandes compagnies anglo-américaines avaient investi des milliards en Russie et voulaient garantir la stabilité de leurs investissements. Cependant, les activités de Yukos représentaient un danger pour la sécurité nationale, la compagnie contrôlait en effet les deux tiers des pipelines stratégiques du pays.



De gauche à droite, les trois oligarques

Mikhail Khodorkovski, Boris Berezovski et Vladimir Goussinski

Le NCIS, le National Criminal Intelligence Service britannique s'est lui aussi intéressé de près à Yukos depuis longtemps. Une des méthodes les plus fréquemment utilisées consiste à réunir les preuves des activités illégales d'un

homme d'affaires pour ensuite lui proposer l'immunité contre un travail régulier de renseignement. Steven Curtis [16], spécialiste de l'off-shore ayant participé à la construction de Menatep dès 1997, fut nommé directeur exécutif de la banque en novembre 2003, en remplacement de Platon Lebedev. Il connaissait très bien les montages financiers du groupe et donc l'identité des actionnaires. Il est décédé mystérieusement dans l'explosion de son hélicoptère après avoir rencontré à plusieurs reprises les gens du NCIS .

D'après Erich Schmidt-Eemboom [17], c'est le BND [18] qui par l'intermédiaire de Gerhard Schröder a remis à Vladimir Poutine les documents expliquant les blanchiments effectués par Menatep. Les preuves avaient été réunies durant l'enquête sur la disparition des fonds du Parti communiste avant la réunification.

Khodorkovski a été l'un des premiers hommes d'affaires russes à prôner la transparence et la gestion à l'occidentale, à donner dans la philanthropie. Il dépensait 300 millions de dollars par an, rien que pour son image médiatique. La politique des oligarques avait comme corollaire la destruction économique du pays, le pillage des ressources naturelles et une baisse vertigineuse du niveau de vie. Khodorkovski persiste et signe, pour lui « *l'obsession de la redistribution des richesses est incompatible avec les impératifs actuels de l'économie moderne* ».

Pour le rédacteur en chef du journal moscovite *Jewish News*, Nikolai Propirny, « *Khodorkovski a été convoqué en tant que leader commercial, non en tant que leader juif, cette situation n'a donc rien à voir avec la communauté juive* ». L'ancien dirigeant de Yukos a été arrêté par les spetsnaz, le 25 octobre 2003, dans son jet privé sur l'aéroport de Novorossisk. Le tribunal vient de le reconnaître coupable de neuf crimes, dont vol avec escroquerie à grande échelle et en groupe organisé, évasion fiscale à grande échelle, non respect d'une décision de justice, etc... L'oligarque est aussi coupable de fraude fiscale à titre personnel. Avec une condamnation à neuf ans fermes, si l'on tient compte de la détention déjà effectuée et des remises de peine possibles, il pourrait sortir de prison en 2008 [19]. Il pourrait cependant être à nouveau inculpé pour le blanchiment de plusieurs milliards au début des années 2000.

Cette peine est minime comparée aux 85 ans de prison requis contre l'ancien directeur général de Worldcom, Bernard Ebbers, pour falsification de comptes. On trouve dans la presse occidentale essentiellement des articles de commande, bourrés de stéréotypes, au sujet de l'affaire Khodorkovski, on y dénonce le néo-stalinisme du nouveau Calligula de Moscou. Son cas est pourtant assez semblable à celui de Rafik Khalifa, le tycoon algérien, lui aussi incontournable à une époque, mais à qui les médias ont réservé un traitement totalement différent...

Pour le juge Iouri Birioukov [20], les gens de Yukos n'ont jamais cessé d'exercer des activités illégales, d'où les récentes arrestations. Il reconnaît que dans les compagnies occidentales aussi, la part d'économie de l'ombre existe, mais qu'elle ne dépasse pas 30% du total des activités. Dans le cas de Yukos, les proportions étaient inversées. Ce ne sont plus les économistes libéraux du FMI qui dirigent la Russie, comme pendant les années de gabégie eltsinienne, mais

des nationalistes. Le modèle actuel est proche de l'expérience de De Gaulle après-guerre en France ou de l'autoritarisme combiné à l'économie de marché de Park Chung-Hee en Corée du Sud. Les résistances sont grandes dans le monde des affaires, la période de troubles a été longue et le pays a failli perdre sa souveraineté. Certains oligarques comme MM. Berezovski et Goussinski ont été chassés, d'autres qui ont accepté de rapatrier une partie de leurs capitaux, se sont forgé une sorte d'immunité. Khodorkovski avait pris l'État russe en otage et il déployait une grande énergie pour en garder l'exclusivité

D'après William Browder, [21], Eltsine avait laissé privatiser 30 % de l'économie du pays pour 1,2 milliards de dollars, tandis que Poutine en a privatisé 0,4 % pour 4,7 milliards, soit un rapport de 1 à 300... La population lui en est toujours reconnaissante, si l'on en croit les sondages. Les comptes des privatisations sauvages des années 90 n'ont pas été soldés et Khodorkovski en a, seul, fait les frais. Anatoly Tchoubaïs, le leader de la principale compagnie d'électricité et architecte en chef des privatisations que la *Pravda* appelle le « père de tous les oligarques », a lui failli perdre la vie il y a peu dans une tentative d'assassinat. D'après Alexandre Goldfarb [22], le groupe Alfa est la prochaine proie du Kremlin dans ce qu'il considère être une redistribution de la propriété. De son côté, les financiers anglo-saxons, qui ont tiré de grands bénéfices de ces crimes économiques, crient à la recollectivisation. Pour la plupart des observateurs russes cependant, le président s'efforce de trouver un consensus avec les oligarques. Il serait basé sur une reconnaissance de l'issue des privatisations et une amnistie pour les capitaux rapatriés de l'étranger. Cela implique bien-sûr une loyauté politique de la part des oligarques. On comprend mieux désormais la colère des investisseurs états-uniens en particulier du Carlyle Group après l'échec de la prise de contrôle de la Russie. Le groupe vient de déclarer qu'il fermait ses bureaux à Moscou et qu'il annulait son plan d'investissement de 300 millions de dollars en Russie. [23]

S. Djamal

[1] <http://www.compromat.ru/main/hodorkovskiy/tselofan.htm>

[2] Mejdunarodnii Nautchno Texnitsheskovo Programmii- programme scientifique et technique

[3] Roumiana Ougartchinska, *KGB & Cie à l'assaut de l'Europe*, Anne Carrière, 378 p.

[4] *Le parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la Russie*, Robert Laffont, 2001

[5] Il a été brièvement conseiller d'Ivan Silaïev au ministère de l'Énergie et il a participé à la visite officielle en Espagne de 1994, par exemple.

[6] <http://www.compromat.ru/main/hodorkovskiy/osen.htm>

[7] <http://www.compromat.ru/main/hodorkovskiy/opg.htm>, l'article est tiré de *Rousski Journal*, 14-05-05"

[8] Président d'un syndicat de transporteurs, témoignage publié dans le journal *Rousski predprinimatel*, novembre 2004.

[9] <http://www.compromat.ru/main/hodorkovskiy/zhensk1.htm>, tiré de *Delovoi vtornik*,

28-08-03.

[10] Témoignage dans *Rousski predprimatel* de novembre 2004. Alexandre Trifonov, journaliste, a été secrétaire de presse du premier président de Yukos, Sergei Mouravlenko.

[11] *Le Figaro* 8-10-2003.

[12] <http://www.reseauvoltaire.net/imprimer15119.html>

[13] <http://www.konanykhine.com/>

[14] Roumiana Ougartchinska, op. cit.

[15] <http://reseauvoltaire.net/article11066.html>

[16] *Gazeta* du 27 avril 2004.

[17] Spécialiste des services secrets, il a par le passé dénoncé les activités d'espionnage du Centre Georges Marshall et le soutien des services allemands aux Albanais du Kosovo par exemple.

[18] Le Bundesnachrichtendienst est le service du renseignement extérieur allemand.

[19] *Vedomosti* 1-06-05

[20] *Argumenty i fakty* 12-01-05.

[21] <http://msnbc.msn.com/id/7935919/site/newsweek/>, il dirige le Hermitage Fund, le fond d'investissement le plus important dédié à la Russie.

[22] Professeur à l'université de Colombia, proche de Boris Berezovski, il avait préfacé le livre d'Alexandre Litvinenko *Association de malfaiteurs à la Loubianka*, où l'ancien agent du KGB détaillait, entre autres, comment Poutine lui aurait demandé de supprimer Berezovski.

[23] <http://www.themoscowtimes.com/stories/2005/05/14/041.html>

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le prétexte terroriste

Analyse

Le 11 septembre 2001 a été l'acte fondateur de la nouvelle politique de l'administration Bush et du changement de régime aux États-Unis. Capitalisant sur le choc provoqué dans les opinions internationales par les attentats, la lutte contre le terrorisme a permis de justifier la plupart des actions menées par Washington. Cela s'est appuyé sur une définition « du » terrorisme construite par les propagandistes de l'administration Bush qui fait aujourd'hui consensus dans la presse occidentale. D'une méthode d'action de groupes isolés et parfois sans moyens, on en a fait, médiatiquement, une organisation quasi-unique, assimilable à l'islamisme, voire à l'islam, ayant de vastes ramifications partout dans le monde et se renforçant grâce au désespoir qu'engendrent les dictatures. Cette définition permet de justifier la « démocratisation » du « Grand Moyen-Orient » ou l'installation de bases militaires partout où « le » terrorisme peut se développer. Sur le plan intérieur, la menace terroriste, permet d'installer des législations liberticides et de renforcer les structures de contrôle de la population. Et ce d'autant plus que la menace semble importante.

La chercheuse de la Rand Corporation, Rollie Lal, participe à cette présentation d'une menace terroriste sans limite dans l'*International Herald Tribune*. Elle affirme que les réseaux terroristes sont de plus en plus liés aux réseaux criminels internationaux. Progressivement, via une idéologisation croissante des activités criminelles et l'emploi de méthodes criminelles classiques pour financer les actions terroristes, ces groupes pourraient même ne faire plus qu'un. Dans ces conditions, il faut coupler la lutte anti-terroriste à la lutte contre la criminalité et associer les structures luttant aujourd'hui séparément contre ces phénomènes. Comme la plupart des États ont déjà mis en place des lois d'exception pour lutter contre le terrorisme, ce qui est demandé implicitement, c'est l'extension de ces lois d'exception à tous les domaines judiciaires.

Cette vision d'un terrorisme tentaculaire et mortel permet, dans le *Washington*

Times, à Louis René Beres, professeur de droit international et président du Project Daniel, de conseiller à Israël de radicaliser encore davantage sa lutte anti-terroriste. Il recommande au gouvernement Sharon de multiplier les assassinats de « terroristes » et même de placer les responsables des exécutions au centre du gouvernement israélien. Bref, de fonder le fonctionnement de l'État sur le meurtre, au nom de la légitime défense bien sûr.

L'ancien conseiller pour la lutte anti-terroriste des administrations Bush et Clinton, Richard A. Clarke, ne va pas aussi loin dans le *New York Times* et *El Periodico* concernant la réforme des services de renseignement états-unien. Dans une lettre ouverte à John Negroponte, directeur du renseignement états-unien, il lui conseille de diviser la CIA en un service d'analyse et un service d'espionnage et de s'affranchir de la tutelle de Donald Rumsfeld dans le domaine du renseignement militaire. Le poste occupé par John Negroponte est une création récente qui offre à l'ancien organisateur des escadrons de la mort en Amérique centrale des pouvoirs d'exception et exceptionnellement étendus, sans équivalent dans l'Histoire des États-Unis. Homme de confiance de Donald Rumsfeld, il devrait faciliter l'extension de son autorité sur les services civils. C'est ce que redoute Clarke.

De son côté, le juge Richard A. Posner estime dans le *Los Angeles Times* que la réforme du renseignement ne peut être que graduelle. Ce qu'on reproche aujourd'hui aux services de renseignement ce sont des défauts qui leur sont inhérents. En croyant pouvoir les changer, on risque de détraquer l'outil.

Dans une interview au journal *Le Monde*, le directeur de la DST (le service de contre-espionnage français), Pierre de Bousquet, donne son point de vue sur le « jihadisme » en France. Selon lui, il s'agit de groupes disparates ayant été formés à l'étranger ou non. Il affirme ne pas craindre une attaque bio-terroriste massive. On est donc loin de l'image du réseau islamiste unifié, structurée et suréquipé de type Al Qaïda véhiculé par les États-Unis. Par ailleurs, il réfute également l'hypothèse selon laquelle l'option militaire serait une bonne chose pour combattre un phénomène terroriste qui reste du domaine de la justice. En revanche, il se réjouit que les Français ne s'offusquent pas des lois d'exception utilisées dans la lutte anti-terroriste et donc de la marge de manœuvre que ces lois donnent à son service. En outre, bientôt la DST sera installée dans les mêmes locaux que les Renseignements généraux. On assiste donc également en France à un phénomène de concentration à l'états-unienne même si la justification diffère.

La représentation médiatique du terrorisme s'associe à une présentation idéologique des populations arabes vivant au Proche-Orient, mais aussi en Europe.

Dans *Der Spiegel*, Ayaan Hirsi Ali, la députée libérale néerlandaise d'origine somalienne ayant travaillé avec Théo Van Gogh, livre un portrait sans nuance des musulmans locaux. Pour elle, l'islamisme est une menace importante pour les valeurs occidentales et se propage dans les populations immigrées. Elle donne par ailleurs une vision essentialiste de ces populations : mal intégrées, ne parlant pas le Néerlandais, ne voulant pas se mêler aux autres, ne supportant pas de critiques de l'islam... Elle plaide donc pour une intégration forcée des immigrés aux Pays-Bas.

Enfin, l'oncle du roi Abdallah de Jordanie, El Hassan bin Talal, prend le contre-

pieds de son très états-unophile neveu dans *Vremya Novostyey*. Il dénonce les conséquences des politiques de l'administration Bush dans cette entité régionale artificielle qualifiée de « Grand Moyen-Orient ». Les États profitent du blanc-seing US de la lutte contre le terrorisme pour combattre leurs opposants tout en acceptant les mesures de « démocratisation » exigée par Washington. En affirmant soutenir la démocratie de l'extérieur, on empêche donc la constitution d'un vrai mouvement démocratique indigène. Par ailleurs, la présence des États-Unis dans la région est désastreuse car elle interdit toute unité régionale porteuse de développements économiques, pour lui substituer une succession de relations bilatérales avec Washington

Réseau Voltaire

Rollie Lal

Rollie Lal est chercheuse à la Rand Corporation, spécialisée dans la question des liens entre terrorisme et organisations criminelles.

« Les terroristes et le crime organisé joignent leurs forces »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Terrorists and organized crime join forces », par Rollie Lal, *International Herald Tribune*, 24 mai 2005.

Les groupes terroristes et le crime organisé travaillent de plus en plus ensemble, renforçant leur capacité de nuisance avec des armes conventionnelles aujourd'hui, peut-être des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive demain. Longtemps séparés, les réseaux criminels et terroristes sont aujourd'hui liés.

L'argent des rançons des kidnappings commis à Dubaï par Aftab Ansari a aidé à financer le 11 septembre et des parrains comme le criminel indien Dawood Ibrahim ont la double étiquette. Dans certaines régions, il est impossible de détruire une des infrastructures sans s'attaquer aussi à l'autre. En Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, ces liens sont particulièrement inquiétants. Les réseaux criminels ont ainsi été utilisés pour le marché noir nucléaire du Dr. Khan. Sans les réseaux criminels, il n'y aurait pas eu de transferts nucléaires du Pakistan, vers la Corée du Nord, la Libye et l'Iran.

Même si les États s'accordent ensemble dans la non-prolifération, la diffusion nucléaire peut se poursuivre via les réseaux criminels. De leur côté, les groupes criminels bénéficiaient du soutien des terroristes pour exploiter certains territoires ou se former à l'usage des explosifs. En outre, des organisations criminelles peuvent devenir idéologiques tandis que les groupes terroristes peuvent se lancer dans des actions criminelles pour financer leur activité. Il faut accroître la coopération internationale contre les réseaux terroristes.

Louis Rene Beres



Louis Rene Beres est professeur de droit international à l'université Purdue et conseiller pour les questions de défense de l'Ariel Center for Policy Research. Il est président du Project Daniel, un groupe d'analystes réclamant une politique de défense israélienne agressive vis-à-vis de ses voisins.

« L'exécuteur du terrorisme »

Source : Washington Times (États-Unis)

Référence : « Terrorism's executioner », par Louis Rene Beres, *Washington Times*, 31 mai 2005.

Notre monde est « normalement » silencieux face au mal. Israël, pour sa part, ne doit pas choisir entre le silence et la complicité tacite face au terrorisme politique, mais entre être une victime ou employer la force. L'usage de la force n'est pas un mal en soi, il est même indispensable face au terrorisme.

Israël fait face à un terrorisme unique pour sa couardise, son caractère barbare et sa volonté génocidaire. Chaque État a le droit de se défendre et face à une menace de terrorisme biologique et même nucléaire ; Israël a le droit de refuser d'être une victime et de devenir un exécuteur. Albert Camus nous appelait à n'être ni victime, ni exécuteur et comptait sur le principe de réciprocité pour apaiser les esprits et limiter le nombre d'exécuteurs. Mais nous ne vivons pas dans le monde d'Albert Camus et si on adopte ses principes, Israël prépare son autodestruction. Quels que soient les accomplissements d'Israël, cela n'impressionnera pas les islamistes qui veulent tuer les juifs. Il n'y a pas de solution arabe des deux États, il n'y a qu'une solution finale.

Il faut que les exécuteurs trouvent une place particulière dans le gouvernement israélien car, malheureusement, tuer est parfois un devoir sacré face au mal.

Richard Clarke



Ancien fonctionnaire du Pentagone, Richard Clarke a été Coordinateur national contre le terrorisme sous Bill Clinton et George W. Bush. Démissionnaire, il est l'auteur de *Against All Enemies*, livre dans lequel il dénonce le laxisme de l'administration Bush contre le terrorisme avant le 11 septembre 2001. Il a répété ses accusations devant la Commission d'enquête états-unienne

« Construire un meilleur espion »

Source : New York Times (États-Unis)

Référence : « Building a Better Spy », par Richard A. Clarke, *New York Times*, 22 mai 2005.

« Carta a John Negroponte », *El Periodico*, 23 mai 2005.

Cher John,

Vous êtes devenu le premier directeur du renseignement national.

Malheureusement, la loi qui a créé ce poste est ambiguë car elle vise à satisfaire Donald Rumsfeld et votre contrôle des services de renseignement du département de la Défense est donc trouble. Mais pour que la nation soit protégée, vous allez devoir aller au combat, ce qui n'est pas dans votre tempérament, pour contrôler ces services.

Vous allez devoir secouer la CIA, un service démobilisé et ayant une double identité, moitié service d'analyse, moitié service d'espionnage. Il faut faire éclater cette structure, raccrocher les analystes à l'Office of National Assessment et créer avec le reste un service national clandestin à la tête duquel il faudra mettre quelqu'un qui a une expérience récente de l'espionnage ; cela ne peut être Porter Goss. Il faut appliquer la proposition de la commission Silberman-Robb et créer un service spécial de contre-terrorisme à l'intérieur du FBI. Il faut

sur le 11 septembre 2001.

aller plus loin que les demi réformes de Bob Mueller.

Au sein du département de la défense cohabitent plusieurs services chargés de la collecte du renseignement. Ces services font double emploi et sont un héritage de la Guerre froide. Il faut unifier les services et les placer sous votre contrôle. Si Rumsfeld se plaint, ce sera au président **George W. Bush** de trancher. Dans les services d'analyses, vous devrez recruter de vrais experts et encourager les voix dissidentes.

Si vous n'aimez pas ces propositions, trouvez les vôtres, mais s'il vous plait, imposez vous.

Richard A. Posner



Richard A. Posner est juge de la 7ème cour d'appel. Il est professeur de droit à l'université de Chicago et auteur de *Preventing Surprise Attacks : Intelligence Reform in the Wake of 9/11* publié par la Hoover Institution.

« Le danger de « réparer » la CIA »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)

Référence : « Danger in 'Fixing' CIA », par Richard A. Posner, *Los Angeles Times*, 24 mai 2005.

L'échec de nos services de renseignement dans la détection du complot terroriste du 11 septembre et dans la découverte que Saddam Hussein n'avait pas d'armes de destruction massive a incité à la critique de ces services et a mené à une réorganisation du système de renseignement. Toutefois, il ne faut pas aller trop loin et ne pas mettre en danger notre pays en croyant bien faire. Deux clichés concernant nos services de renseignement sont devenus des dogmes. Le premier est que nos services de renseignement sont « cassés ». En multipliant l'emploi de ce terme on laisse à penser qu'ils peuvent être réparés alors que les causes de l'échec sont inhérents à la nature du renseignement. Le renseignement nécessite des informations sur des personnes avec des mentalités étrangères et il nécessite du secret, ce que l'échange de données compromettrait. En outre, les renseignements sont toujours analysés dans un contexte politique. Depuis la fin de la Guerre froide, l'ennemi majeur a changé pour prendre une forme plus disparate et l'on demande aux services de renseignement de tout savoir. Ce qui est impossible. Croire qu'on peut « réparer » le renseignement pour en faire un outil ne faisant pas d'erreurs est une dangereuse illusion.

Le second cliché est que les services de renseignement auraient peur de prendre des risques, mais il ne s'agit pas d'un jeu en bourse. On ne peut pas se permettre d'en prendre car l'erreur a des conséquences terribles.

En réalité, les améliorations ne peuvent être que marginales et graduelles.

Pierre de Bousquet de Florian



Ancien préfet de la Mayenne, Pierre de Bousquet de Florian est patron de la direction de la surveillance du territoire (DST).

« Le jihadiste français est plus fruste, plus jeune, plus radicalisé »

Source : Le Monde (France)

Référence : « Le jihadiste français est plus fruste, plus jeune, plus radicalisé », par Pierre de Bousquet, *Le Monde*, 25 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La France a été touchée par des attentats islamistes en 1986 et 1995 et cela nous a amenés à mettre en place une réponse policière et judiciaire, qui est regardée avec intérêt à l'étranger. Notre spécificité est triple : l'option stratégique, d'abord, que constitue la neutralisation judiciaire préventive des groupes terroristes ; la spécialisation des magistrats, ensuite, tant du siège que du parquet, qui peuvent incriminer des suspects d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et, enfin, la double nature de la DST, service de renseignement appartenant à la police nationale et doté de capacités judiciaires.

La DST a interpellé 58 personnes en 2002, 41 en 2003, 76 en 2004 et déjà 55 cette année. L'intensification de nos actions ces derniers mois traduit la mutation du jihad international. Les périls s'additionnent : les filières bosniaques, afghanes ou tchéchènes ont été rejointes par les activistes du Groupe islamiste combattant marocain ou ceux des filières irakiennes. Plusieurs catégories d'individus représentent un danger : les jihadistes formés, ou qui ont combattu en Bosnie, en Afghanistan ou en Tchétchénie et garçons sans expérience du combat ni repères, mais radicalisés et prêts à participer au jihad. Dans le 19^{ième} arrondissement, nous avons observé des jeunes très résolus à partir en Irak pour s'y battre. Cinq Français y sont déjà morts dont un dans un attentat suicide. Par rapport aux Saoudiens du 11 septembre, le jihadiste français est plus fruste, plus jeune, mais plus radicalisé et engagé qu'il y a quelques années. La facilité d'endoctrinement de ces jeunes est inquiétante. Je ne pense pas en revanche que les groupes terroristes aient la possibilité d'employer des techniques bio-terroristes à une échelle de destruction massive. Mais une utilisation simplement artisanale serait suffisante pour provoquer l'effroi.

Nous gardons en prison les détenus français de Guantanamo car ils étaient suffisamment déterminés pour représenter un danger. Nous avons jugé que leur incarcération préventive était nécessaire. Si les Français ne s'en offusquent pas, c'est parce qu'ils nous font confiance. Nous sommes obligés de prendre ces mesures face à une menace mouvante avec des ramifications internationales. Mais notre système est profondément démocratique et les libertés y sont garanties. Notre réponse est judiciaire, et non militaire. Assimiler la lutte antiterroriste à une guerre accroît les risques, car c'est donner aux terroristes une reconnaissance et un écho supplémentaires. De même, il ne faut pas céder aux tentations de l'instant et autoriser la torture.

Au niveau européen, nous avons mis en place des outils améliorant les procédures : mandat d'arrêt européen, gel des avoirs, etc. Mais ce système peut encore être amélioré. C'est un des objectifs du Livre blanc lancé par le ministre

Ayaan Hirsi Ali



Originnaire de Somalie, pays qu'elle a fuit pour éviter un mariage forcé, Ayaan Hirsi Ali est députée libérale néerlandaise. Elle est responsable de l'intégration des immigrés non-Occidentaux au ministère de la Justice.

« Nous devons déclarer la guerre à la propagande islamiste »

Source : Der Spiegel (Allemagne)

Référence : « We Must Declare War on Islamist Propaganda », par Ayaan Hirsi Ali, *Der Spiegel*, 14 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le procès du meurtrier de Théo van Gogh va bientôt commencer. Je lui avais demandé d'accepter une protection, mais il m'avait dit qu'il ne voulait pas de la police néerlandaise chez lui. C'était son intention d'être provocateur dans le film *Submission*, auquel j'ai participé. Il a sous-estimé le radicalisme de ses opposants. J'avais des gardes du corps depuis longtemps, lui continuait à vivre normalement. Son meurtrier a laissé une lettre de menace à mon endroit, depuis ma vie a été bouleversée, la police me protège 24 heures sur 24. J'ai compris que cette fatwa est dirigée contre moi mais aussi contre la Hollande et l'ensemble du monde occidental. Aux yeux d'un musulman radical, tout pays dans lequel on peut critiquer ouvertement les musulmans est un ennemi de l'islam. Si j'avais su que quelqu'un allait mourir, je n'aurais probablement pas écrit ce scénario. Par la suite j'ai pensé, pour me réfugier, à deux pays qui connaissent bien la menace islamiste : Israël et les États-Unis. J'ai choisi les États-Unis. J'ai rencontré Salman Rushdie un peu plus tard et il m'a expliqué comment continuer à vivre sous le coup d'une fatwa. J'étais partiellement remise après deux mois en Californie et j'ai décidé de rentrer à La Haye pour le début de la session parlementaire.

C'est grotesque de se battre pour la libération de la femme musulmane et de se retrouver avec deux gardes du corps en guise de tchador. L'islam radical est trop dangereux pour notre société, peut-être même pour le monde entier. Nous devons nous battre contre cette menace et certains perdront la vie dans ce combat. Si nous restons silencieux, il y aura plus qu'un ou deux morts. La scène islamique est très agressive, il y a de la richesse, des sponsors et des gens désespérés qui choisissent la violence. Nous devons nous battre pour conserver nos valeurs occidentales ; le prix à payer, c'est d'être menacé. Si je continue à dire que l'islam est rétrograde dans mon livre, si j'appelle à des mesures forçant les immigrants à s'intégrer, si je prépare une suite au film *Submission*, c'est que j'ai déjà été condamnée à la peine maximale, je peux désormais agir librement. Si certaines personnes dans mon parti, le VVD (droite), sont irritées par mes travaux, c'est que c'est un parti libéral qui s'intéresse avant tout au marché libre. Les travaillistes et les verts sont trop politiquement corrects à mon goût, ils croient en une société multiculturelle. A cause de mes critiques de l'islam, j'aurais pu provoquer des scissions dans ces partis ou beaucoup d'électeurs sont musulmans. Les services néerlandais ne sont devenus attentifs qu'après le meurtre. Après le 11 septembre, ils avaient réuni les leaders musulmans, leur avaient donné de l'argent et leur avaient demandé de tenir leurs jeunes fidèles, c'était risible. Ensuite ils ont essayé d'unifier les différents groupes, cela a formé

le camp des musulmans libéraux et le camp des musulmans orthodoxes. Les jeunes radicaux appellent les « leaders » qui veulent négocier avec le gouvernement des « prostitués bénévoles », ils les considèrent comme des collaborateurs, des traîtres, des idiots.

Nous devons pénétrer leur monde. Lors d'une enquête dans le quartier marocain d'Amsterdam, la journaliste Magalith Kleijwegt (auteur du livre *Invisibles parents*) a découvert que les parents ne sont pas à même d'apporter à leurs enfants l'éducation nécessaire pour vivre dans une société occidentale moderne. Ils ne parlent pas le Hollandais, n'écrivent pas, ne lisent pas, regardent la télévision arabe et sont nourris de théories conspirationnistes à propos de l'Occident. Nous ne savons pas ce qui se passe dans ces mondes parallèles. Nous devons adopter une politique d'intégration forcée. Nous devons interdire les écoles basées uniquement sur la foi et nous devons considérer ces enfants comme les nôtres, ne pas laisser leur éducation aux défenseurs d'un dogme étranger qui les endoctrinent à l'anti-libéralisme. Respecter aveuglément leur culture est une mauvaise approche. Au lieu d'étudier les philosophes européens, beaucoup étudient les textes du XI^{ème} siècle d'Ibn Abu Taymiya qui prônent la guerre sainte comme mode de vie. La réalité est grotesque, nous avons toutes sortes d'ONG qui envoient des gens jusqu'en Afrique pour convaincre les gens d'utiliser des préservatifs, mais on ne s'occupe pas des problèmes chez nous. La démocratie inclut aussi l'intolérance légitime. L'intolérable ne peut pas être toléré. Nous devons déclarer la guerre à la propagande islamiste. Pourquoi devrions-nous ignorer que des femmes sont supprimées, battues, réduites à l'esclavage ? Pourquoi devrions-nous ignorer que des gens prêchent la haine et qu'ils projettent de nous détruire ?

El Hassan bin Talal



Le prince El Hassan bin Talal est le frère de l'ancien roi de Jordanie, Hussein. Il est modérateur de la Conférence mondiale sur la religion et la paix, président du Club de Rome et de l'Arab Thought Forum.

« Le Proche-Orient souffre beaucoup de ses relations avec les États-Unis »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « », par El Hassan bin Talal, *Vremya Novostyey*, 25 mai 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Cela peut paraître paradoxal, mais je suis un prince favorable au renforcement de la société civile. Je ne crois pas au relations paternalistes. Toutes les sociétés passent par cette phase qui n'est qu'une étape de leur développement. Je crois au progrès, à la révolution du sens, mais il n'est pas indispensable de changer la structure de l'État. Un État démocratique peut être construit avec l'aide du gouvernement, je ne parle pas d'un gouvernement laïc, les conservateurs ne l'accepteraient pas dans notre région. La religion chez nous n'est pas séparable de l'État, les croyants pratiquants et les valeurs religieuses jouent un grand rôle. Bien sûr, il ne faut pas dissimuler des intérêts politiques derrière la religion. Les Libanais ont un dicton qui me plaît : la religion à Dieu, la patrie pour tous. Je crois en la puissance de l'intellect. Les grandes idées sont absentes du monde arabe ces derniers temps, les situations révolutionnaires sont toujours apparues quand l'idée d'unité arabe était en chute. Le conflit israélo-arabe a précipité les

choses. Dans les années 50, le monde arabe a été secoué par des révolutions en Égypte, en Irak. Les idées nationalistes de Nasser ont dominé dans les années 60. Actuellement la situation révolutionnaire émane de la lutte contre le terrorisme, malheureusement beaucoup de gouvernements ont pris ce combat comme une licence pour restreindre les libertés plutôt que de les stimuler. Le Proche-Orient dans son ensemble souffre terriblement de ses relations bilatérales avec les États-Unis. Les Américains ont commencé à appeler « Grand Moyen-Orient » l'immense région qui va du Maroc au Bangladesh, c'est une des régions les plus peuplées, pauvres et dangereuses du monde. Il n'y a dans cette aire aucun institut de sécurité régionale parce que chaque capitale s'adresse à son voisin par l'intermédiaire de Washington. Il n'y a pas de programme concret d'aide au développement régional. Les États-Unis poussent à la démocratie mais individuellement, par pays et cette démocratie n'est pas la même pour l'Égypte ou la Syrie, sans parler d'Israël qui est au bord de la guerre civile. La région doit être préservée du nucléaire militaire. Pourquoi Israël ne fait pas ce qu'il exige des autres ?

J'appelle à la création d'une assemblée du Proche-Orient pour le dialogue entre les peuples de la région. Appelons-la par exemple MECA (Middle East Citizens Assembly). Je pense que la déclaration de **George W. Bush** sur le « Grand Moyen-Orient » est belle, mais vide. La démocratie ne viendra pas de l'extérieur. L'un des problèmes de la politique actuelle, ce sont les missionnaires extrémistes. Il s'agit de certains chrétiens américains et de sionistes israéliens. Étrangement, on assiste même à des alliances entre eux. Nous avons d'un côté des appels aux croisades, de l'autre des appels au jihad.

Ce sont les gens qui sont les vecteurs de la démocratie, ils doivent la construire et en profiter. Au lieu de cela, les riches s'enrichissent grâce à l'influence étrangère et cela provoque l'extrémisme. Nous devons prendre l'Union européenne pour modèle et appliquer une anthropo-politique, faite pour l'homme, au lieu d'appliquer une pétro-politique.